

Des voix: Bravo!

Une voix: Nous attendons toujours votre démission.

M. Gray: Sauf erreur, Black and Decker est l'une de plusieurs sociétés étrangères installées au Canada dont la nouvelle attitude devrait faire boule de neige, je pense. C'est-à-dire tenter de commercialiser à l'échelle mondiale la fabrication de produits déterminés. Le problème que mon collègue vient d'exposer n'est pas propre à l'économie canadienne uniquement, mais aussi à l'économie américaine et au monde entier.

Bien sûr, il faut chercher à améliorer la situation, et c'est ce que nous nous efforçons de faire. Le ministre des Finances a rappelé les efforts qu'il faisait en ce sens, efforts qui devraient se concrétiser dans son prochain budget.

Il est certain que la situation actuelle de Black and Decker ne dépend pas uniquement de la situation économique qui existe au Canada, mais aussi aux États-Unis et dans l'ensemble du monde. La situation économique des États-Unis découle du genre de politique que mon collègue et ses amis seraient disposés à implanter au Canada, à condition que l'électorat canadien leur en donne l'occasion, ce dont je doute beaucoup.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE SI DES MESURES SONT PRISES EN VUE D'AUGMENTER LA PRODUCTION DES CHAUSSURES AU CANADA

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme il semble «réchauffé», il faut en profiter.

Étant donné que l'Industrie canadienne de la chaussure faisait récemment des instances auprès du ministre en cause, en vue non seulement d'assurer une politique visant à protéger la survie de son industrie au Canada, mais également les possibilités d'augmenter cette production, compte tenu de la conjoncture économique actuelle, est-ce que l'honorable ministre serait en mesure de dire aujourd'hui à la Chambre s'il répondra dans l'affirmative à l'Industrie canadienne de la chaussure, et si cette production accrue pourrait être réalisée pour l'an prochain?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous sommes en train de terminer nos discussions à la salle du Cabinet au sujet de notre politique relative à l'industrie de la chaussure. Je suis certain que nous serons en mesure de faire des déclarations à ce sujet dans un avenir très rapproché.

* * *

[Traduction]

LES NATIONS UNIES

LES PRÉPARATIFS DU CANADA À LA SÉANCE SPÉCIALE SUR LE DÉSARMEMENT

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné qu'il est généralement admis qu'une guerre nucléaire pourrait éclater bientôt et qu'on craint une nouvelle course aux armements entre les grandes puissances et étant donné en outre que le marché mondial de l'armement dans le

Questions orales

tiers monde est à son apogée; que les Canadiens et des millions d'autres citoyens du globe protestent contre cette situation; et finalement que les députés de tous les partis des deux Chambres sont fort désireux d'obtenir le désarmement, le ministre peut-il dire à la Chambre de quelle façon le gouvernement se prépare à participer à la séance spéciale sur le désarmement, qui doit avoir lieu aux Nations Unies en juin prochain?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le gouvernement du Canada a toujours été parmi les chefs de file en matière de recherche sur le désarmement mondial. Nous avons l'intention de continuer à nous consacrer à cette cause.

Comme l'a rappelé avec justesse le député, une séance spéciale aura lieu en mai et juin prochain sous l'égide des Nations Unies. Nous avons entrepris les préparatifs en vue de notre participation à cette séance et consulterons au préalable la population canadienne. Nous attendons aussi les recommandations du comité parlementaire à ce sujet.

Il va de soi que nous poursuivrons notre politique habituelle et notamment celle qu'a énoncée le premier ministre il y a quelques années, c'est-à-dire une politique d'étouffement.

LES FONDS QUI POURRAIENT SERVIR À FONDER UN INSTITUT DE LA PAIX

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Je suis heureux d'apprendre que le ministre est en mesure de faire des propositions constructives. Je suis certain qu'il écouterait volontiers d'autres propositions qui lui seront faites par des députés de tous les partis, y compris celles que formuleront les membres du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Le ministre serait-il capable de demander au gouvernement de faire quelque chose de symbolique en refusant d'acheter le 138^e avion de chasse et en utilisant plutôt le prix d'achat de cet appareil pour créer un institut de la paix au Canada et financer des recherches sur les causes de la guerre et du sous-développement et les moyens de maintenir la paix confiées à des chavies universitaires et à des fondations?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, les députés de ce côté-ci de la Chambre partagent certainement les sentiments de notre honorable ami au sujet du désarmement. Nous nous efforçons de favoriser la cause du désarmement en fonction de critères mutuellement acceptables et d'encourager la paix de même que les instituts de la paix.

● (1500)

Notre politique comporte cependant plusieurs volets. Elle n'est pas axée uniquement sur le désarmement parce que, comme le député le sait fort bien, pour être efficace, le désarmement doit se faire des deux côtés. Par conséquent, tant que les grandes puissances ne se seront pas entendues sur la question du désarmement, nous devons continuer à appuyer nos alliés de l'OTAN et cela veut dire notamment que nous devons avoir suffisamment d'avions. Nous respectons maintenant notre engagement à cet égard. Nous ne pouvons pas adopter une attitude simpliste à l'égard du maintien de la paix. Les protestations ne suffisent pas pour faire la paix; il faut aussi être fort.